



Conseil Communautaire de la Communauté d'Agglomération de Montpellier

- - - - -

Séance publique du

Mardi 15 avril 2014

- - - - -

PROCES-VERBAL



SEANCE ORDINAIRE DU 15 AVRIL 2014

Procès-Verbal

L'an deux mille quatorze et le quinze avril à dix-huit heures, les membres du Conseil de Communauté, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, sis 50, Place Zeus à Montpellier, sous la présidence de M. Philippe SAUREL.

Nombre de membres en exercice : 92

Etaient présents :

M. F. ABERT, Mme L. ACQUIER, M. J.-F. AUDRIN, M. G. BALAZUN, M. G. BARRAL, Mme V. BARTHAS-ORSAL, Mme M. BODKIN, M. P. BONNAL, Mme S. BOUALLAGA, M. D. BOUMAAZ, M. T. BREYSSE, Mme A. BRISSAUD, Mme R. BUONO, M. R. CAIZERGUES, M. R. CALVAT, Mme M. CASSAR, M. G. CASTRE, Mme C. CLARAC, M. R. COTTE, M. C. COUR, M. J.-L. COUSQUER, Mme P. DANAN, Mme C. DARDE, Mme T. DASYLVA-PEYRIN, M. H. DE VERBIZIER, Mme V. DEMON, Mme A. DESTAILLATS, M. T. DEWINTRE, M. J.-M. DI RUGGIERO, M. J. DOMERGUE, Mme C. DONADA, Mme M. DRAY-FITOUSSI, M. P. DUDIEUZERE, M. A. EL KANDOSSI, M. J.-N. FOURCADE, Mme M. FOURCADE, M. M. FRAYSSE, Mme J. FRÊCHE, Mme J. GALABRUN-BOULBES, Mme I. GIANIEL, M. J.-P. GRAND, Mme I. GUIRAUD, Mme C. HART, Mme R. ILLAIRE, Mme C. JABADO, Mme F. JAMET, Mme S. JANNIN, M. L. JAOL, Mme S. KERANGUEVEN, M. P. KRZYZANSKI, M. G. LANNELONGUE, M. A. LARUE, M. M. LEVITA, Mme C. LÉVY-RAMEAU, Mme E. LLORET, M. J.-M. LUSSERT, M. M. MAJDOUL, M. J. MALEK, Mme C. MARION, Mme I. MARSALA, M. H. MARTIN, M. J. MARTINIER, M. J.-L. MEISSONNIER, M. C. MEUNIER, Mme P. MIRALLES, M. J.-P. MOURE, M. A. MOYNIER, Mme C. NAVARRE, Mme M.-C. PANOS, Mme M.-P. PASDELOU, M. E. PASTOR, M. G. PASTOR, M. Y. PELLET, M. E. PENSO, Mme V. PEREZ, M. E. PETIT, Mme K. PHOUTTHASANG, M. T. QUILLES, M. J. RAYMOND, M. R. REVOL, M. J.-P. RICO, M. H. ROUILLEAULT, Mme M.-H. SANTARELLI, M. Philippe SAUREL, M. J.-L. SAVY, M. N. SEGURA, M. S. TORTORICI, Mme I. TOUZARD, M. B. TRAVIER, M. J. VERA, Mme A. YAGUE, M. R. YOUSSEUS, .

Pouvoir(s):

Accueil des Conseillers communautaires par le Président ayant signé la convocation et installation du nouveau Conseil Communautaire

Monsieur Jean-Pierre MOURE :

Mesdames et Messieurs, bonsoir. En tant que président de l'agglomération, jusqu'à la désignation du nouveau président, et comme le veut le protocole républicain, je vais installer le conseil. Avant, si vous le permettez, je vais vous dire quelques mots. En ce début de séance importante, comme le sont d'ailleurs toutes les séances du Conseil d'Agglomération de Montpellier.

Mesdames et Messieurs les élus, Mesdames et Messieurs, à la suite des élections municipales, de nouvelles équipes ont été installées dans plusieurs villes de notre territoire, dont la ville centre. Ainsi en a décidé le suffrage universel. Nous devons, les uns et les autres, accepter le choix en conscience des électrices et des électeurs. Je félicite dès à présent l'ensemble des maires qui ont été élus voici quelques jours, ainsi que l'ensemble de leurs conseillers, dans les 31 communes de l'agglomération. Aujourd'hui, le visage de la Communauté d'Agglomérations de Montpellier s'en trouve profondément modifié. Parmi les 92 élus communautaires qui prennent leur fonction ce soir, 60, en effet, ne figuraient pas dans l'assemblée sortante. Autant dire que notre assemblée a été renouvelée aux deux tiers, même si le poids de la ville centre est évidemment important, en cela. Il y a également dix nouveaux maires, que je salue pour cette deuxième évocation de leur présence dans cette salle. Je tiens, en tant que président sortant, à souhaiter la bienvenue à toutes celles et tous ceux qui siègent ce soir pour la première fois. Je souhaite également saluer toutes les personnes parmi lesquelles de nombreux agents, qui suivent cette séance d'installation depuis la salle Pelloutier. Et tout autant, les internautes, toujours plus nombreux, qui suivent nos séances à travers le site Internet de notre collectivité. La retransmission en direct des séances du Conseil Communautaire a été une des grandes innovations démocratiques de notre collectivité, ces derniers mois. D'autres nous ont suivis sur ce point depuis, et je ne peux que m'en féliciter. Élargir l'auditoire de la parole publique, rendre davantage accessible le débat politique, constituent à mon sens une réelle nécessité, pour approcher davantage l'élu du citoyen. Ce soir, notre collectivité va élire son nouveau président, c'est une page importante qui se décide pour l'avenir de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, mais également pour notre intercommunalité, en tant que telle. Aujourd'hui, j'ai eu l'occasion de remercier par voie électronique tous les agents de notre collectivité, pour l'excellent travail que nous avons réalisé

ensemble, au nom de l'intérêt général. Avant que nous abordions l'ordre du jour de ce Conseil Communautaire, je veux adresser quelques mots à l'attention de tous les nouveaux élus, pour vous dire que la Communauté d'Agglomération de Montpellier a une histoire, et c'est une belle et longue histoire. Hier, district, aujourd'hui, Communauté d'Agglomération, demain, métropole ou ensemble métropolitain, elle est sur cette évolution qui, à travers le temps, caractérise la présence des institutions au plus près des attentes des citoyennes et des citoyens. Elle est aussi, surtout, une communauté de vie de femmes et d'hommes, sur un territoire qui est un des plus beaux de France, un territoire qui est regardé avec envie, car il a de multiples atouts et de grandes potentialités, qui ne demandent qu'à être exploités et magnifiés. Tirer le meilleur de ce territoire, au bénéfice de celles et ceux qui y vivent et y travaillent, porter des politiques publiques basées sur l'excellence, cultiver l'audace et l'innovation, au nom du plus grand nombre, répondre aux attentes et aux difficultés de l'ensemble des collectivités membres de l'institution et de leur population, ce sont les défis qui sont devant vous, Mesdames et Messieurs. Ils sont de taille, mais ils sont exaltants. Et je sais que vous saurez collectivement vous montrer à la hauteur de ces enjeux. Pour cela, il n'y a pas d'autre recette que le travail, la passion et l'investissement personnel. J'ajouterais le respect, car, pour moi, c'est le fondement de l'esprit démocratique, c'est cette alchimie qui m'a porté pendant dix ans, d'abord aux côtés de Georges Frêche, à qui je veux rendre un dernier hommage public ce soir, puis lorsque j'ai été amené à lui succéder, depuis 2010. La Communauté d'Agglomération de Montpellier a certes une histoire, mais elle a aussi des acquis, pour ne pas dire une marque de fabrique, au service de la population, illustrée par de grands équipements, et des projets structurants. Dans chaque champ de compétence, on peut voir notamment le travail qui a été impulsé sur ce territoire, suivant une logique cohérente de mise en réseau pour coller au plus près des usages et des aspirations de chacun. Cela vaut pour les transports, avec le tramway, pour le sport pour tous, avec les piscines, pour la culture pour tous, avec les médiathèques, pour la proximité, avec les maisons de l'agglomération. Tout cela a été rendu possible, parce qu'à l'intérieur de cette assemblée, tous les élus, mais aussi les agents qui y sont rattachés, n'ont eu qu'un idéal en tête, celui de l'intérêt communautaire. C'est d'ailleurs bien plus qu'un idéal, c'est une règle de vie commune, qui va au-delà des convictions de chacune et de chacun, et des groupes politiques, auxquels nous appartenons. Puisse-t-il encore, cet intérêt communautaire, être la trame permanente du mandat qui s'ouvre aujourd'hui. Mesdames et Messieurs, je vous remercie. Avant que je ne laisse la présidence de l'assemblée au doyen d'âge, je vais procéder à l'appel, de manière à installer le Conseil. Alors, j'appelle les communes et les conseillers communautaires désignés par leur corps électoral dans l'ordre alphabétique des communes.

Mesdames et Messieurs, à l'issue de l'appel, le quorum étant atteint, je déclare que ce conseil est installé.

Je laisse, comme le veut l'article L5211-9 du Code général des collectivités territoriales, la présidence de l'assemblée, à notre doyen d'âge, monsieur Max LEVITA.

AFFAIRE N°1 : APPROBATION DE L'ORDRE DU JOUR

Monsieur le Président présente l'ordre du jour qui comporte 5 affaires.

Monsieur Max Levita :

Mesdames, Messieurs, je salue en votre nom les nombreuses personnalités qui nous font l'amitié et l'honneur d'être présentes lors de cette première séance de la nouvelle mandature. Je salue également tous les habitants de notre agglomération qui suivent cette séance, soit dans la salle Fernand-Pelloutier, soit sur notre site. Comme l'a dit mon prédécesseur, Jean-Pierre MOURE, les élections sont terminées, les électeurs ont tranché, nous ne pouvons que nous incliner devant leur décision. Aujourd'hui, nous nous réunissons essentiellement pour élire notre président. En tant que doyen d'âge, je profite de la situation, je voudrai vous faire quelques remarques qui gagneront ou qui gagneraient à être approfondies.

Première remarque, qu'est-ce qui a changé, par rapport au mandat précédent ? C'est d'une part que nous avons été élus par nos concitoyens, et d'autre part, que les minorités de certains conseils municipaux, en particulier celui de Montpellier, sont représentées. Est-ce que cela va changer le fonctionnement de notre institution ? Est-ce qu'il est nécessaire de prévoir des groupes politiques organisés ? Le débat est lancé, notons, mes chers collègues, qu'avec des groupes politiques organisés, la Communauté d'Agglomération changerait de nature. Depuis sa création, nous sommes organisés pour gérer la Communauté d'Agglomération, avec une recherche permanente de consensus. Et contrairement à ce qu'écrit un journal ce matin, le consensus n'est pas forcément mou. On est dans un drôle de pays. Le consensus, on dit toujours « mou », le consensus est fatalement mou. À nous de démontrer que non. Si le rapport de force qui est inhérent à la politique, intervient, alors, nous changeons notre fonctionnement, et la nature même de notre agglomération. Permettez-moi de rappeler que l'agglomération, c'est un EPCI. Il est plus que jamais important de rappeler le sens de ces lettres. EPCI, ça veut dire Établissement Public de Coopération Intercommunale. Coopération, c'est ce que Georges Frêche a mis en place et a réalisé.

Deuxième remarque, nous ne sommes pas organisés de plein droit en métropole, mais nous avons la possibilité, par des votes, dans nos communes et ici, à l'agglomération, de le devenir. Si j'ai bien suivi les débats électoraux dans les différentes communes de l'agglomération, la question ne se pose pas immédiatement. Toutefois, il peut apparaître nécessaire de conserver un objectif métropolitain. Il faudra alors passer, il faut alors passer d'une métropole imposée à la métropole désirée. Ce qui nécessite certaines modalités de gouvernance. Cette seconde remarque retrouve la remarque précédente.

Troisième remarque, nous sommes tous, dans cette assemblée, dans l'attente inquiète et fébrile de l'annonce des dix milliards d'économies que le gouvernement va imposer aux collectivités locales. Comment serons-nous atteints dans nos communes, dans notre communauté d'agglomération, nous devrions le savoir très prochainement.

Quatrième remarque, nous avons tous rencontré nos concitoyens pendant la campagne électorale, certains de nos concitoyens ont manifesté leurs attentes, d'autres leur colère et leur ressentiment. Certains éprouvent même du chagrin, de l'incompréhension devant une situation économique et sociale difficile. Le niveau de chômage est à un niveau insupportable et la persistance de ce chômage corrode lentement mais sûrement notre république. Je l'ai dit lors de la séance inaugurale du Conseil municipal de Montpellier, je le redis, la république est en danger. Je suis persuadé que vous en avez tous conscience, mais qu'il nous appartient de redonner du sens et du contenu aux valeurs de notre république. La liberté, si, formellement, elle est à peu près assurée dans notre pays, quelle est la liberté d'un chômeur de longue durée ? L'égalité, notre société est minée par une explosion des inégalités, toutes les inégalités sont concernées. En matière de revenu, c'est la plus visible, en matière de logement, en matière de santé, en matière d'école, etc. Quant à la fraternité, peut-on croire, mes chers collègues, qu'il y a même des tentatives pour la faire vivre ? Il nous appartient de redonner du sens et du contenu à ces valeurs.

C'est la raison pour laquelle je crois qu'il nous faut inventer des procédures pour impliquer nos concitoyens, tous nos concitoyens, dans nos décisions. Il nous faudra développer les procédures de participation. Elles peuvent paraître à première vue ralentir le cours des choses, mais c'est faux. Nous venons de le voir, par exemple, dans la gestion du dossier de l'eau.

Cinquième remarque, nous rentrons, je crois, dans une nouvelle ère pour les collectivités locales. Nos ressources, aussi bien dans les communes que dans les communautés d'agglomération, ne sont plus orientées à la hausse. Il nous faut apprendre à faire mieux avec moins, selon l'expression de Didier MIGAUD, le président de la Cour des comptes. C'est la raison pour laquelle le message de Pierre Mendès-France redevient d'actualité. Je vous rappelle, en 1945, il s'agissait de savoir comment on allait reconstruire notre pays à la fin de la Seconde Guerre mondiale. Allait-on le reconstruire par l'épargne, par l'effort, c'était la solution proposée par Pierre Mendès-France, elle a été rejetée comme vous le savez et nous avons choisi de financer notre développement par l'inflation. Et quand nous sommes rentrés dans l'euro, nous avons continué de financer par la dette. Nous sommes au bout du chemin. Nous sommes aujourd'hui contraints de revenir au respect des règles élémentaires de l'économie. Ce que le gouvernement de Manuel Valls semble vouloir faire. Nous lui souhaitons le succès.

Mes chers collègues, je conclus, le temps des concurrences stériles entre institutions est fini, il va falloir apprendre à coopérer. Les communes de l'agglomération l'ont fait, le font depuis longtemps. Il nous faudra apprendre à collaborer avec d'autres agglomérations, il faudra coopérer avec le département, avec la région. Vaste programme, comme dirait un général célèbre. Permettez-moi d'emprunter au premier ministre la conclusion de mon intervention. Il a déclaré à l'Assemblée nationale mardi : « la France, c'est l'arrogance de croire que ce que l'on fait ici vaut pour le reste du monde ». Mes chers collègues, ce que nous ferons ici vaudra, pas pour le reste du monde, mais au moins, pour notre pays tout entier. Vive l'agglomération de Montpellier et ses 31 communes, vive la République, vive la France !

C'est bien, d'être doyen d'âge, laissez-moi en profiter. Mes chers collègues, je vous demande d'approuver l'ordre du jour. Vous avez quatre points : l'élection du président, la composition du bureau de la communauté d'agglomération, les commissions de délégation de service public, et enfin, le problème de la reconnaissance des groupes d'élus. Acceptez-vous cet ordre du jour ? Y a-t-il des votes contre ? Y a-t-il des abstentions ?

Pour : 92

Contre : 0

Abstention : 0

Adopté à l'unanimité

C'est un bon début, l'ordre du jour est accepté à l'unanimité. Il nous faut désigner un secrétaire de séance. Alors, je vous propose la candidature de la benjamine de notre assemblée, Maud BODKIN. Acceptez-vous cette désignation ? Y a-t-il des votes contre, des abstentions ?

Pour : 92

Contre : 0

Abstention : 0

Adopté à l'unanimité

Madame Maud Bodkin est déclarée secrétaire de séance à l'unanimité.

Madame Bodkin, voudriez-vous me faire l'honneur de siéger à mes côtés

L'ordre du jour est adopté à l'unanimité.

AFFAIRE N°2 : HORS COMMISSION – ÉLECTION DU PRÉSIDENT DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER

Le Conseil est appelé à élire le Président à la suite du renouvellement du Conseil de Communauté.

Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales notamment l'article L.5211-9, à partir de l'installation de l'organe délibérant et jusqu'à l'élection du Président, les fonctions de président sont assurées par le doyen d'âge.

En vertu des articles L.5211-2, L.2122-4 et L.2122-7 du Code Général des Collectivités Territoriales, l'élection du Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier a lieu au scrutin secret, uninominal majoritaire à trois tours. Si après deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue, il est procédé à un troisième tour de scrutin et l'élection a lieu à la majorité relative.

Monsieur Levita

Nous passons, si vous le voulez bien, mes chers collègues, à l'élection du président. Donc je vous rappelle qu'en vertu des articles L5211-2, L2112-4, L2112-7 du code général des collectivités territoriales, l'élection du président se déroule en scrutin secret majoritaire. Si, à l'issue des deux tours de scrutin, aucun candidat n'a obtenu la majorité absolue des suffrages, il est procédé à un troisième tour de scrutin, et le président est élu à la majorité relative. Il nous faut maintenant désigner deux scrutateurs, je vous propose madame Maud BODKIN et le deuxième conseiller communautaire le plus jeune, monsieur Fabien ABERT. Acceptez-vous ces désignations ?

Le Conseil Communautaire accepte ces désignations à l'unanimité

Je vous remercie, Fabien, voulez-vous nous rejoindre ? Afin de faciliter les opérations de vote au scrutin secret, deux agents portant respectivement une urne et une feuille d'émargement vont circuler parmi vous, ils vont se déplacer, ils ont votre ordre de placement sur leur papier. Je procéderai à l'appel des votants dans cet ordre. À l'appel de leur nom, après avoir écrit le nom de l'élu de leur choix sur le bulletin, et inséré celui-ci dans l'enveloppe prévue à cet effet, qui est devant vous, chaque élu sera invité à la déposer dans l'urne et à signer la feuille d'émargement.

Lorsque toute la liste d'émargement aura été signée, et que j'aurai constaté que tous les élus présents ont voté, je clôturerai le vote et inviterai les scrutateurs à rejoindre la table située à la droite de la tribune pour procéder aux opérations de dépouillement. Je procède maintenant au recensement des candidatures.

Après avoir effectué ce rappel, M. Max LEVITA procède au recensement des candidatures.

Monsieur JAOL :

Monsieur le Président de séance, je vous propose la candidature du maire de Montpellier, Monsieur Philippe SAUREL.

Monsieur Max Levita :

Merci. Y a-t-il d'autres candidatures ?

-Aucune autre candidature n'est déposée-

Je constate qu'aucune autre candidature n'est déposée.

Je vous remercie, et demande donc de voter à l'appel de votre nom.

-Les opérations de vote se déroulent selon l'appel-

Je constate que tous les élus présents ont voté. Nous allons donc procéder au dépouillement. Je clos donc le scrutin et j'invite les scrutateurs à procéder au dépouillement avec l'aide des agents de l'administration.

-A l'issue du dépouillement le président de séance procède à la proclamation des résultats

Mes chers collègues, donc, pour ce premier tour de scrutin, nous étions 92 présents, nous sommes 92 à avoir voté, nous avons trouvé dans l'urne 7 bulletins blancs, 85 suffrages ont été exprimés. La majorité absolue est donc de 43.

Monsieur Philippe SAUREL obtient 85 voix.

Monsieur Philippe SAUREL est élu président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

La candidature de Monsieur Philippe SAUREL est enregistrée.

Aucune autre candidature n'est proposée.

1^{er} tour de scrutin :

Présents ou représentés (Émargements)	92
--	----

Votants	92
---------	----

Bulletins nuls (Bulletins litigieux à déduire : articles L. 65 et L. 66 du Code électoral)	0
---	---

Bulletins blancs	7
------------------	---

Suffrages exprimés	85
--------------------	----

Majorité absolue	43
------------------	----

M. Philippe SAUREL a obtenu 85 voix.

A l'issue des votes, Monsieur Philippe SAUREL est élu Président de la Communauté d'Agglomération de

Montpellier à l'unanimité des suffrages exprimés.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- proclamer Monsieur Philippe SAUREL Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier et le déclarer installé,
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur le Président :

Je voudrais remercier les maires de l'agglomération de Montpellier, les élus de l'agglomération de Montpellier, qui m'ont accordé leur confiance. Je voudrais aussi avoir une pensée pour l'homme qui m'a donné ma chance, Georges Frêche. L'élection à Montpellier, nous l'avons conduite avec un concept nouveau, avec une autre façon de faire de la politique, avec une liste citoyenne ou divers gauche, écologiste, et j'ajoute, responsable. Cette élection nous a donné une grande majorité et les Montpelliérains, sur cette quadrangulaire, nous ont fait confiance. Merci à tous les maires qui, le soir de l'élection, qu'ils soient de gauche, qu'ils soient de droite, qu'ils soient écologistes, qu'ils soient du centre. Merci à tous les élus qui m'ont témoigné de leur soutien. Le programme que nous avons proposé à la ville s'articule en 4 points en ce qui concerne la communauté d'agglomération.

La fiscalité, d'abord, dont nous souhaitons stopper l'augmentation avec Max LEVITA.

Puis, le grand projet de territoire, avec Stéphanie JANNIN, Montpellier Territoires, qui est notre vision de la métropole, une vision concertée, une vision respectueuse, une vision qui n'est pas autocratique.

La Régie publique de l'eau, sur laquelle nous nous sommes engagés.

Enfin les transports, avec un moratoire sur la ligne 5, le tramway à un euro et la connexion, le plus tôt possible, avec la mer en finissant le tronçon du Jeu de Paume.

Un territoire économique et numérique renforcé. Une grande responsabilité consciente, sur la préservation de l'environnement, sur l'agriculture, et sur la production agricole. Enfin, une vision pragmatique et solidaire de l'aménagement du territoire et du logement. Ce que nous avons proposé, et que je vais vous proposer, c'est un schéma de gouvernance nouveau. Je vais vous en exprimer les grandes lignes.

La vision territoriale, d'abord, au service des grands enjeux. Notre liste n'est pas politique. Elle est susceptible de rassembler, sur des objectifs partagés, tous les partis politiques. Parce que ce qui est important, pour les 31 communes, c'est de pouvoir partager l'avenir de ce territoire, que nous devons glorifier, et au service duquel chacun doit se vouer. Cette vision territoriale, c'est une vision respectueuse des communes de l'agglomération, mais aussi respectueuse des communes de l'Hérault, respectueuse des autres intercommunalités voisines de la communauté d'agglomération de Montpellier.

C'est ce que j'appelle le pouvoir partagé, c'est ce que j'appelle le pouvoir basé sur la confiance, entre la ville centre, entre les 30 communes de l'agglomération dans le strict respect des prérogatives des maires et des conseils municipaux. C'est ainsi que je proposerai, sur les 15 vice-présidents que la loi nous propose seulement 5 pour la ville de Montpellier, et 10 pour les communes de l'agglomération de Montpellier. De même que je proposerai à une femme d'être première vice-présidente, en essayant de former un exécutif qui s'approchera de la parité. Il est des intercommunalités de grandes villes voisines, qui ne sont représentées que par des hommes. La loi ne nous y oblige pas. Mais il est important d'aller dans ce sens-là, pour faire de cette intercommunalité une agglomération moderne, une image qui se perpétue, même si nous ne sommes pas contraints par la loi. C'est une équipe compétente, qui sera au service des populations de l'agglomération de Montpellier. Alors c'est vrai que dans l'équipe de Montpellier, il y a des nouveaux, mais dire qu'ils sont incompetents est une injure. Ils ne sont pas incompetents, ils ont beaucoup de compétences personnelles. Mais ils sont peut-être moins roués que d'autres aux petits jeux des appareils politiques. Peut-on le leur reprocher ? Cette façon moderne et non-autocratique d'envisager les rapports humains dans le respect de la liberté, des choix et de la pensée, je la soutiendrai avec tous les maires de l'agglomération de Montpellier, quelle que soit leur étiquette politique. Je ne suis pas un adepte de la pensée unique. Notre philosophie, c'est l'aménagement intelligent du territoire, l'aménagement partagé du territoire. Nous avons développé notre projet urbain, du Pic Saint-Loup à la mer, et de Lunel à Sète pour marquer le bassin de vie de Montpellier. Il est temps d'agir sur ces principes. Il est temps de donner de la cohérence dans toute une série de domaines que je viens très rapidement de balayer. Enfin, dans la nouvelle gouvernance, il y a la transparence dans l'action publique. Je suis le seul maire de grande ville, c'est-à-dire, au-delà de 200 000 habitants, à avoir signé la charte anti-cor en France. Cette charte, elle impose un certain nombre de choses. D'abord, de faire présider la commission finances par un membre de l'opposition, de se baser sur la participation citoyenne, et de proposer un contrôle des finances publiques par des commissaires aux comptes indépendants qui rendront compte aux citoyens de l'utilisation de l'argent public. Ce que nous allons faire à Montpellier, nous le ferons aussi, si vous en êtes d'accord, à l'agglomération. C'est une façon moderne d'administrer le pouvoir. Comme dans les grandes entreprises, parce que l'argent que nous utilisons pour nos investissements et pour notre fonctionnement, ce sont les impôts des habitants de l'agglomération et pas le nôtre. Concernant les groupes politiques dont a parlé Max LEVITA en préambule, tout à l'heure, mon souhait est de ne pas en faire, des groupes politiques. Mon souhait, c'est de conserver à la communauté d'agglomération sa fonction première d'intérêt intercommunal. J'opte clairement pour une gestion intercommunale, c'est-à-dire sans intégrer l'action des partis politiques, parce que c'est compliqué. Je vais prendre un exemple. Imaginons qu'il y ait un groupe Socialiste Europe écologie les Verts, à l'intérieur de ce groupe, certains sont favorables à la régie publique de l'eau,

et d'autres sont contre eh bien moi, je proposerais une majorité d'intérêt intercommunal autour d'un projet. Et ce projet, il sera articulé autour des grandes lignes que j'ai indiquées il y a quelques instants. Je ne peux pas m'opposer à la constitution des groupes politiques, parce que la loi y autorise. Et si certains veulent en constituer, ils en sont libres. Cependant, je proposerai qu'on abaisse le seuil à deux, pour que tous les partis politiques soient représentés. Et dans ce cas-là, nous, majorité, majorité de l'agglomération, je proposerais un groupe d'intérêt intercommunal qui, lui, sera majoritaire, et parmi lequel, une grande majorité des vice-présidents seront choisis. C'est évident. Cela tombe sous le sens. On ne pourra pas dire que je ne l'ai pas dit. D'autre part, nous garderons la trame des réunions, qui ont été installées à l'agglomération de Montpellier, et je tiendrai, comme mon prédécesseur Jean-Pierre Moure, une conférence des maires, qui est une bonne chose, parce que cela permet à toutes les communes d'être réunies une fois par mois, afin d'indiquer leurs priorités et de les partager ensemble. Voilà en quelques mots les axes qui sont des axes de travail. Vous vous attendiez peut-être à un discours philosophique, sur la beauté des paysages, sur la magnificence de la production agricole et vivrière des plaines de l'agglomération. J'ai fait un peu de politique, mais je pensais que cela était nécessaire, parce qu'il est bon, d'emblée, de se dire les choses, et comme on dit dans le langage de tous les jours, il faut parler cash. Je vous ai parlé cash. Et pour finir sur une note de poésie, quand même, sachez que je porte ici, dans mon cœur, tous les quartiers de la ville de Montpellier, et toutes les communes de l'agglomération. Je vous remercie.

AFFAIRE N°3 : HORS COMMISSION – COMPOSITION DU BUREAU DE LA COMMUNAUTÉ D'AGGLOMÉRATION DE MONTPELLIER - APPROBATION DU NOMBRE DE VICE-PRÉSIDENTS ET AUTRES MEMBRES

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient de définir la composition du Bureau de la Communauté d'Agglomération et de fixer le nombre de vice-présidents et autres membres du bureau.

Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Bureau de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-Présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

Le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze Vice-Présidents.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre des membres du bureau à 17 soit le Président, 15 Vice-Présidents et 1 "autre membre",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

Monsieur Le Président

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient de définir la composition du Bureau de la Communauté d'Agglomération et de fixer le nombre de vice-présidents et autres membres du bureau.

-Conformément à l'article L.5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales, le Bureau de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale est composé du Président, d'un ou plusieurs Vice-présidents et, éventuellement, d'un ou de plusieurs autres membres.

-Le nombre de Vice-Présidents est déterminé par l'organe délibérant, sans que ce nombre puisse être supérieur à 20 % de l'effectif total de l'organe délibérant ni qu'il puisse excéder quinze Vice-présidents.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le nombre des membres du bureau à 17 soit le Président, 15 Vice-présidents et 1 "autre membre",
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°4 : HORS COMMISSION – COMMISSIONS DE DÉLÉGATION DE SERVICES PUBLICS (CDSP) - ELECTIONS - FIXATION DES CONDITIONS DE DÉPÔT DES LISTES

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

A la suite du renouvellement des conseillers communautaires au sein du Conseil de Communauté, il convient d'élire les membres des sept Commissions de Délégation de Service Public de la Communauté d'Agglomération, à savoir :

- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics eau potable, eau brute et assainissement.
- la Commission de Délégation de Service Public relative aux services publics du traitement des déchets ménagers et assimilés ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du Zénith et du Corum ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation du service des transports urbains et de la mobilité ;

- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de la patinoire Végapolis ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation de l'aquarium Mare Nostrum ;
- la Commission de Délégation de Service Public pour la gestion et l'exploitation des Services Funéraires.

Conformément aux dispositions législatives et réglementaires du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.1411-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, ces Commissions sont composées :

- du Président de la Communauté d'Agglomération ou son représentant,
- de cinq membres titulaires et de cinq membres suppléants.

Le comptable de la collectivité et un représentant du directeur départemental de la concurrence et de la répression des fraudes siègent également aux Commissions avec voix consultative.

Les cinq membres titulaires et les cinq membres suppléants de chaque Commission doivent être élus en son sein par l'assemblée délibérante, au scrutin secret, de liste, suivant le système de la représentation proportionnelle au plus fort reste sans panachage ni vote préférentiel. Ces listes peuvent comprendre moins de noms qu'il n'y a de sièges de titulaires ou de suppléants à pourvoir.

En cas d'égalité de restes, le siège revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité des suffrages, le siège est attribué au plus âgé des candidats susceptibles d'être proclamés élus. Le nombre d'élus est proportionnel au nombre de voix recueillies par chacune des listes.

Dans la perspective de cette élection, il est proposé, en application de l'article D1411-5 de fixer les conditions de dépôt des listes, pour l'élection de chacune des Commission de délégations de service public précitées, comme suit :

- les listes établies pour l'élection de chacune des commissions, doivent être déposées contre récépissé ou parvenir par courrier avec accusé de réception à la Direction des Affaires juridiques et Marchés Publics de la Communauté d'Agglomération. La date limite de dépôt est fixée **au mardi 22 avril 2014 à 12 heures.**
- chaque liste doit parvenir sous enveloppe cachetée portant la mention « Election » ainsi que le nom de la Commission de Délégation de Service Public concernée.
- chaque liste établie pour l'élection de chacune des commissions ne peut comprendre que des noms de conseillers titulaires au sein du Conseil de Communauté y compris pour les membres suppléants des Commissions de Délégation de Service Public.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- approuver les conditions de dépôt des listes telles que définies ci-dessus ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à l'unanimité.

AFFAIRE N°5 : HORS COMMISSION – GROUPES D'ÉLUS - RECONNAISSANCE DE LEUR CONSTITUTION - APPROBATION

M. Philippe SAUREL, Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier, rapporte :

Les conseillers communautaires qui le souhaitent peuvent se grouper par affinités politiques.

A ce titre, il est proposé de définir les modalités de constitution de ces groupes :

- Un conseiller ne peut faire partie que d'un seul groupe. Pour être reconnu, un groupe doit être constitué d'au moins deux membres mais un seuil minimum supérieur peut être fixé par l'Assemblée délibérante.
- Conformément aux dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales, notamment son article L.5216-4-2, les groupes se constituent par la remise au Président d'une déclaration collective, signée de leurs membres, accompagnée de la liste des membres, des apparentés et du nom du Président du groupe.

Un conseiller qui n'appartient à aucun groupe ne peut s'apparenter à un groupe de son choix, qu'avec l'agrément du Président du groupe. Il compte pour la détermination de l'importance numérique du groupe.

Les modifications de la composition d'un groupe sont portées à la connaissance du Président, sous la signature du conseiller intéressé s'il s'agit d'une démission ; du Président du groupe s'il s'agit d'une radiation ; et sous la double signature du conseiller intéressé et du Président s'il s'agit d'une adhésion ou d'un apparentement. Le Président en donne connaissance au Conseil de Communauté au début de la plus proche séance.

Ces dispositions seront reprises dans le règlement intérieur, qui sera adopté dans les six mois suivant l'installation du Conseil, en application des articles L.2121-8 et L.5211-1 du Code Général des Collectivités Territoriales.

En conséquence, il est proposé au Conseil de bien vouloir :

- fixer le seuil à 2 pour la constitution d'un groupe d'élus ;
- adopter les modalités de constitution de ces groupes ;
- acter l'intégration ultérieure de cette disposition dans le règlement intérieur de l'assemblée ;
- autoriser Monsieur le Président de la Communauté d'Agglomération de Montpellier à signer tout document relatif à cette affaire.

Ont voté contre : Mme P. DANAN

Après en avoir délibéré, le Conseil de Communauté adopte à la majorité des voix exprimées.

Monsieur le Président

Chers collègues, vous avez entendu les deux propositions, celle de faire des groupes de deux minimums et la possibilité, pour ceux qui le souhaitent, de créer des groupes politiques. Je vais vous proposer de délibérer d'abord sur le nombre et le seuil de deux, pour réaliser un groupe politique. Quelqu'un parmi vous souhaite-t-il prendre la parole ?

Jean-François AUDRIN

Monsieur le Président, chers collègues, une petite remarque, et surtout, une mise au point, quant à ce qui a été dit sur le Midi Libre de dimanche, me concernant. Moi, Jean-François Audrin, maire de Saint-Georges d'Orques, à aucun moment je ne fus obligatoirement pour la constitution des groupes politiques. En revanche, si nous décidions, tous ensemble, ce soir, de créer ces groupes, et que les partis de gauche décidaient, eux, de créer un groupe, nous nous verrions, je pense, dans l'obligation, nous, partis de droite, d'en créer, à partir du moment où la démocratie se doit d'être gérée au mieux. Si, en revanche, nous décidions de ne pas créer ces groupes, dans ce cas, monsieur le président, je crois qu'il est important que les différents groupes soient représentés et ce, dans votre propre périphérie. Et dans ce cas, je crois qu'il est indispensable que des élus de droite, des élus du centre, et des élus apolitiques ou de gauche, soient présents au bureau pour vous faire part de leurs remarques, que vous puissiez prendre vos décisions en toute connaissance de cause. Merci.

Monsieur le Président :

Merci, Monsieur AUDRIN. Monsieur DOMERGUE.

Monsieur Jacques DOMERGUE :

Monsieur le Président, permettez-moi d'abord de vous féliciter pour votre élection, deux élections en quinze jours, c'est une belle réussite.

Monsieur le Président :

Ne vous inquiétez pas, j'ai la tête froide.

Monsieur Jacques DOMERGUE :

Je l'ai vu. Mon propos sera peut-être à l'encontre de ce qu'a proposé Max LEVITA, et vous-même, sur la constitution des groupes au sein de notre assemblée. Il y a tout de même des éléments qui permettent de penser que le changement de loi, au niveau des intercommunalités, et comme vous l'avez dit, le renouvellement aux deux tiers de cette assemblée, permettent d'imaginer que le mode de fonctionnement soit quelque peu différent de ce qu'il était par le passé. C'est d'ailleurs dans ce sens-là que les Montpelliérains et les habitants de l'agglomération nous ont élus, pour qu'il y ait un réel changement. J'ai conscience que l'intérêt général, au niveau de l'agglomération, comme, d'ailleurs, au niveau des communes, doit être largement prioritaire sur les intérêts partisans des partis, qui aujourd'hui se trouvent souvent mis en difficultés. Mais la constitution d'un groupe n'est pas antinomique avec la défense de l'intérêt général. Et c'est dans ce sens que je m'exprime aujourd'hui, pourquoi ? Parce qu'on a vu par le passé qu'une assemblée qui n'était pas associée à des collaborateurs, ce qui est déjà une des précisions et des apports considérables que permet un groupe, peut se trouver confrontée à des difficultés d'appréhension de dossiers complexes, difficiles, qui donnent lieu parfois à des votes contradictoires dont les 90 et aujourd'hui, les 92 membres ne seraient pas totalement informés. Je ne veux pas faire référence spécifiquement à la CFE, mais ça a été d'un triste exemple que nous avons tous constaté et parmi lequel la majorité des élus de cette assemblée de l'époque n'avaient pas pris conscience de l'erreur qui leur était proposée. Dans cet esprit, la constitution de groupes qui ne seraient pas que des groupes politiques, mais qui seraient des groupes au nom de l'intérêt général, et qui pourraient d'ailleurs rassembler, comme ceux qui m'entourent aujourd'hui, des hommes et des femmes de la société civile, du centre, de droite, et peut-être, de gauche, pourraient trouver un intérêt à constituer des groupes dans l'intérêt général de notre communauté, et pourraient, d'ailleurs, spécifiquement, s'orienter vers des projets qui concernent l'intercommunalité et pas uniquement sur des rapports de force politique comme ça se fait, d'ailleurs, aujourd'hui, et vous le savez, dans la grande majorité des intercommunalités française qui, de par la loi, sont devenues de plus en plus politisées.

C'est la raison pour laquelle je pense qu'il est intéressant que nous connaissions, si un groupe était constitué, quels seraient les moyens affectés à ce groupe. Si, je fais référence à ce qu'il se passe au niveau des communes, des moyens sont alloués pour pouvoir rémunérer des collaborateurs qui vont spécifiquement travailler à disposition du groupe, et qui sont rétribués à hauteur d'un certain pourcentage de la masse salariale de l'ensemble des élus. C'est dans cet esprit que je m'exprime, vous avez bien compris que ce n'était pas dans un esprit d'opposition, mais dans un esprit de construction, parce que notre intercommunalité nouvelle a intérêt à prendre un nouvel élan, et dans cet esprit de nouvel élan, il est indispensable que les dossiers soient étudiés par les membres de cette intercommunalité et pas uniquement par votre cabinet ou par l'administration. Voilà, monsieur le président, pourquoi j'attends la réponse sur les moyens qui sont alloués aux groupes, et dans cet esprit, si vous le permettez, je me positionnerai plutôt favorablement à la création d'un groupe dont nous définirons le périmètre, et dont nous définirons exactement l'intitulé.

Monsieur le Président :

Merci, Monsieur DOMERGUE. Je vous rappelle que les commissions sont ouvertes à tous les élus de cette assemblée, quelle que soit leur appartenance politique, et le deuxième point, c'est que nous pensons que les groupes ont besoin de secrétariat, pour chacun d'entre eux, s'ils se créent. Y a-t-il d'autres prises de parole ? J'en déduis qu'il n'y a pas de groupe ?

Madame France JAMET :

Je ne vais pas rester en reste. La dernière fois, il y avait trop de notes, alors je vais essayer d'être brève. Je ne sais pas si c'est forcément au niveau du groupe, puisqu'apparemment, personne ne sait de quoi on parle, là, actuellement. Effectivement, je crois qu'on est tous d'accord pour dire qu'aujourd'hui, la collectivité, en tout cas, l'agglomération a un nouveau fonctionnement, et c'est intéressant. Vous avez signé une charte, moi, je pense que je la pratique, la transparence. On la pratique, justement, en travaillant sur chaque dossier et en faisant savoir à nos compatriotes ce qu'il se passe en lisant les rapports, etc. Alors, je ne sais pas quels sont les moyens, je ne sais pas comment tout ça va s'organiser, moi, je relève simplement que je pense effectivement que la formation de groupes est nécessaire, peut-être pour donner des moyens, un secrétariat, taper de dix doigts au lieu de deux doigts. Mais il y a quand même des petites choses, s'il était possible, pas d'ouvrir le débat, mais d'avoir des réponses, notamment sur le consensus. Je crois qu'on pouvait parler, vraisemblablement, quand même, au-delà du consensus mou, mais peut-être même de chambres d'enregistrement qui ne devraient plus être d'actualité, aujourd'hui, dans cette institution. Par contre, concernant les procédures de participation, vous nous laissez un petit peu dans le flou, je tiens à dire, pour expliquer clairement, parce qu'on s'est interrogés, puisqu'on peut considérer qu'on est un groupe, puisqu'on est deux. Je pense qu'il fallait être cohérent, effectivement, je crois qu'on a pris beaucoup trop de retard ces dernières années, avec ces querelles d'ego et des blocages qui se sont faits sur des querelles de personnalité, il était effectivement cohérent que le maire de Montpellier puisse effectivement, dans un esprit ouvert, démocratique, etc., et empreint de bonnes intentions, être aussi à l'agglomération. Mais je tiens à vous dire que nous serons particulièrement attentifs, nous ne laisserons rien passer, parce qu'en matière de fiscalité, je vous ai entendu, mais je pense qu'il faudra aussi parler de baisse de la fiscalité. La sécurité est un secteur, aussi, qu'il faudra peut-être s'approprier. Vous avez parlé des transports en commun, c'est intéressant, mais nous pensons qu'une mise en régie et la gratuité sont possible et nécessaires. L'eau, évidemment, depuis 1989, nous n'avons jamais rien dit d'autre. Concernant la transparence, aussi, je pense que le référendum serait aussi un élément important, lorsqu'un sujet important devrait se poser, ou en tout cas, une question sur l'agglomération. Dernier point où alors là, franchement, je vous le dit, nous ne serons pas d'accord, et nous nous battons, c'est sur le principe de la métropole qui, selon nous, est non seulement anti-démocratique, mais dispendieux, qui va ajouter en plus une strate supplémentaire et qui va priver d'abord d'une entité à laquelle les Français sont très attachés, qui est la commune, mais un exercice démocratique, une pratique de proximité, sur laquelle nous ne dérogerons pas. Voilà, puisque c'est le moment de s'exprimer, les quelques points sur lesquels je voulais vous dire que nous ferons entendre la voix du bon sens, nous vous entendons, écoutez-nous aussi. Mais je pense que tout ça se fera effectivement dans l'action et vraisemblablement en assemblée. Je vous remercie de votre attention.

Monsieur le Président :

Merci, Madame JAMET. J'en déduis donc que le Front national ne souhaite pas faire un groupe ?

Madame France JAMET :

Si.

Monsieur le Président :

Ah non, vous avez dit le contraire.

Madame France JAMET :

Non, mais si, si, mais je pense que le travail aussi en assemblée est très important.

Monsieur le Président :

D'accord.

Madame France JAMET :

De toute manière, ils ne se déterminent pas maintenant, les groupes ?

Monsieur le Président :

Ah si.

Madame France JAMET :

On vote sur le principe ?

Monsieur le Président :

Oui, on va voter sur le principe, mais moi, j'aimerais savoir qui fait un groupe et qui n'en fait pas, c'est très important. Donc madame JAMET, le Front national souhaite un groupe ?

Madame France JAMET :

Oui.

Monsieur le Président :

Bien, donc moi, je pose la question aux autres formations politiques, dans la mesure où le Front national souhaite faire un groupe, souhaitent-ils à leur tour faire un groupe ?

Madame Perla DANAN :

Si je peux rebondir sur ce qu'a proposé Jacques Domergue, c'est-à-dire qu'on ait des groupes constructifs, au-delà des formations politiques et du débat purement politique, parce que sinon, on va répéter la campagne pendant six ans, ça n'a pas grand intérêt, on est là pour bâtir. Donc moi, je proposerai que s'il y a des groupes, ce ne soit pas à partir de deux, mais de cinq ou six personnes.

Madame France JAMET :

C'est très démocratique, ça ?

Monsieur le Président :

Madame DANAN, nous avons voté le nombre, vous dormiez. Nous avons voté à deux, le seuil.

Madame Perla DANAN :

C'est dommage.

Madame France JAMET :

Si on écoute les minorités, maintenant, alors où on va ?

Monsieur Hervé MARTIN :

Oui, Monsieur le président, vous le savez sûrement, mais tout le monde ne le sait pas ici, puisqu'il y a beaucoup de nouveaux élus dans ce nouveau mandat. Les élus, je dirais, de ma couleur politique, dans le mandat précédent, et même si je n'étais pas élu dans le précédent encore, je sais que c'était déjà le cas, avaient déjà adopté un fonctionnement de groupes et avaient d'ailleurs écrit en ce sens aux deux présidents qui étaient Georges Frêche et Jean-Pierre Moure, pour leur expliquer, à l'époque, que les élus communistes de notre assemblée désiraient fonctionner en tant que groupe. Alors bien sûr, à l'époque, puisque ça n'était pas inscrit dans la loi, ils n'avaient pas les moyens qui allaient avec, mais c'était déjà notre fonctionnement. Alors, il se trouve qu'aujourd'hui, moi, je suis le seul, je dirais, de ma couleur politique, donc je ne peux pas répondre à votre question, d'autant plus qu'elle n'est pas à l'ordre du jour, dans l'affaire qui est inscrite sous mes yeux. Donc très sincèrement, je ne sais pas encore si je siégerai dans un groupe ou pas. Simplement, je ne trouve pas anormal qu'il puisse y avoir un fonctionnement de groupes. Je pense que les solidarités qui peuvent exister les projets qui peuvent exister, et d'ailleurs, le groupe d'élus auquel j'appartenais avait toujours prôné une coopération entre les communes, et d'ailleurs, également, au niveau du passage en métropole, prôner la coopération entre les différents territoires, et c'est pour ça que d'ailleurs, nous étions contents que la loi prévoie un vote des différentes communes plutôt que d'imposer par la loi une métropole comme cela s'est fait dans d'autres territoires. Donc il n'y a pas, de mon point de vue, d'antagonisme entre un groupe politique et l'intérêt général de chacune des communes. Dans tous les cas, vous comprenez donc que de par ma position de seul élu de ma couleur politique, je ne sais pas ce que je ferai. Dans tous les cas, vu que c'était mon fonctionnement précédent, je ne vois pas en quoi je pourrais interdire à ceux qui le désirent de pouvoir fonctionner en groupes politiques. Je l'ai fait lors du mandat précédent, ça n'a pas empêché, alors que j'étais vice-président, d'ailleurs, un fonctionnement de solidarité, un fonctionnement commun, et un fonctionnement dans le sens de l'intérêt général, donc je voterai pour que les groupes politiques puissent exister, et puis nous verrons dans les temps à venir si ces groupes se composent ou ne se composent pas lorsque la question sera à l'ordre du jour. Je vous remercie.

Monsieur Jean-Pierre GRAND :

Oui, Monsieur le Président, ma position sur les groupes est connue, donc je ne vais pas y revenir. Simplement, sur le plan plus technique, parce qu'effectivement, il peut y avoir des confusions, sur le plan technique. D'abord, je voudrais dire que les communes travaillent avec la Communauté d'Agglomération.

L'ensemble des représentants de nos communes travaille avec l'agglomération, nos secrétaires généraux sont nos meilleurs collaborateurs, naturellement, pour, au quotidien travailler avec le directeur général des services et l'ensemble des services de la Communauté d'Agglomération de Montpellier.

En fait, ce problème de groupes concerne trois communes. Il concerne la commune de Montpellier, la commune de Lattes et la commune de Castelnau, où nous avons des oppositions qui sont représentées. Pour le reste, il ne s'agit que d'exécutif. Or, chacun sait que notre structure municipale est en lien direct et quotidien avec la structure de l'agglomération de Montpellier et je serais tenté de dire, également celle de la ville de Montpellier. Il y a la conférence des maires, qui est un moment important, qui est maintenue, et je salue le maintien de cette initiative. C'est un moment important, parce que ça nous permet effectivement de passer un certain nombre de messages, et là, nous avons un temps de travail qui est un temps utile. À partir du moment où 15 communes vont avoir leur représentation au sein du bureau, naturellement, c'est ça, l'exécutif. J'insiste sur le rôle des commissions. J'ai observé combien un certain nombre de commissions qui sont plus spécialisées font un travail sérieux, combien l'administration est efficiente. Or, les groupes n'auront pas à leur disposition ce que nous, nous avons en tant que maires et en tant qu'exécutifs. Donc moi, je crois que les groupes présentent beaucoup d'inconvénients, en particulier, nous savons tous par expérience qu'au fil du temps, les groupes sont de plus en plus exigeants en moyens matériels, et à partir du moment où on est en recherche d'économies, nous savons que le coût des groupes est exponentiel. Donc moi, je reste sur mes positions, je ne vois pas l'intérêt de faire des groupes. Et puis naturellement, les groupes auront des positions internes contradictoires sur un certain nombre de sujets. Vous pensez bien que si une partie du groupe a une idée sur un point de l'ordre du jour et qu'en séance, les maires et leur majorité, même s'ils sont adhérents à ces groupes-là, ont une position naturellement de gestion, ça va faire sourire tout le monde. Je crois que personne n'a intérêt à ça. Donc je maintiens mon hostilité à la création des groupes, qui vont transporter dans cette maison une politisation malsaine, j'ai toujours dit que la coopération intercommunale faisait mauvais ménage avec la politique politicienne, nous sommes une assemblée de gestion, restons-le.

Monsieur Max LEVITA :

Je voudrais appuyer le commentaire que vient de faire Jean-Pierre GRAND, le travail essentiel, c'est le travail dans les commissions. Il y a certaines commissions qui fonctionnent très bien à l'agglomération, d'autres fonctionnent moins bien. Moi, je voudrais observer, mes chers collègues, que dans la salle, les deux candidats qui demandent la diminution des impôts, à savoir monsieur DOMERGUE et madame JAMET, la première mesure qu'ils proposent, c'est d'augmenter les dépenses de l'agglomération. Je vous prie de le noter, quand même, mes chers collègues, alors que nous allons faire la guerre à toutes les dépenses inutiles, celle-là est parfaitement inutile. Dans aucun cas, que ce soit, l'administration de la ville de Montpellier, et que ce soit l'administration de l'agglomération, il n'y a pas d'exemple que l'administration ait refusé de répondre à une question précise. Donc là, c'est vraiment une querelle

politicienne, dont madame JAMET a le secret, et qu'elle va répandre. Mais, je l'ai dit, les électeurs ont tranché, donc là, commençons par essayer de travailler en commission, et de travailler sérieusement, c'est là que se fait le travail essentiel. C'est la raison pour laquelle je prône également la non-utilité des groupes politiques à l'agglomération.

Monsieur Cyril MEUNIER :

Oui, je ne voulais pas alourdir le débat, je voulais juste rappeler ce qu'a dit tout à l'heure Max LEVITA, c'est un EPCI, ici, c'est donc un établissement public de coopération intercommunale. Qui dit EPCI, dit que nous sommes là en représentants notre commune, et que nous sommes là pour gérer le bien commun et les actions communes, et il y en a énormément dans cette agglomération. Mais elles sont d'ordre, généralement, très techniques. Donc la constitution de groupes politiques, à mon avis, n'a pas lieu d'être, surtout que pour rassurer ceux qui veulent y mettre de la politisation, je vous rappelle que nous sommes appelés à rendre des comptes auprès de nos conseils municipaux, au sein desquels siègent les différents groupes qui sont issus des élections municipales, qui ont eu lieu il y a quelques semaines. Donc nous n'avons pas à refaire les débats comme nous aurons à les faire au niveau de notre conseil municipal, quand nos opposants nous demanderont des comptes sur les positions qu'on a prises au sein de l'agglomération. De surcroît, on ne va pas rentrer dans le détail, mais on est là aussi pour expliquer à tous les gens qui sont ici, en particulier aux nouveaux élus, les grandes décisions, qui de par la loi, sont à valider par nos conseils municipaux, que ce soit les transferts de compétences ou que ce soit des dossiers beaucoup plus complexes, y compris celui éventuellement du passage à la métropole. Donc nous n'avons pas aujourd'hui de sujets à traiter dans le cadre de la loi, qui nécessite la création de groupes politiques. Et au même titre que Jean-Pierre GRAND, en tant que commune au même titre que Montpellier, qui avons à siéger avec un représentant de notre opposition, au sein de cette agglomération, eh bien je ne suis pas du tout favorable ainsi que les membres de mon groupe majoritaire à la création de groupes politiques.

Monsieur René REVOL :

Monsieur le président, chers collègues, très rapidement sur ce point, d'abord, pour rester sur le point qui est à l'ordre du jour, c'est-à-dire, faut-il donner la possibilité à des conseillers communautaires de constituer des groupes, je ne vois aucune raison de s'y opposer. Et si certains souhaitent qu'il n'y ait pas de groupes, eh bien, ils n'ont qu'à ne pas en constituer. Mais que ceux qui veulent en constituer puissent le constituer. Je ne vois pas pourquoi on s'y opposerait. J'informe mes collègues, quand même, que désormais, nous sommes élus ici non plus par nos conseils municipaux, mais nous sommes élus ici par le suffrage universel. Donc on n'est plus dans la même situation que précédemment. Et enfin, je voudrais rappeler que pendant les six ans qui ont précédé, je m'étais battu pour dire que dans cette enceinte, contrairement à ce qui a été dit, les débats n'étaient pas des débats apolitiques, mais étaient fondamentalement des débats politiques. Si on parle du tram, si on parle du logement, si on parle de la régie publique de l'eau, ce sont des débats politiques avant tout. Donc dans cette assemblée, prenons la liberté de discuter librement, politiquement, pour faire des choix majoritaires, décidés par nous, et ne présentons pas des choix politiques sous une étiquette apolitique, alors qu'en fait, ils correspondent à des vrais choix de fond. Donc voilà, laissons faire les groupes pour ceux qui souhaiteraient en faire, et deuxièmement, faisons que dans cette assemblée, dans le cadre de la nouvelle gouvernance annoncée par le président, on puisse avoir des échanges et pouvoir être en désaccord, pouvoir s'exprimer, et à la fin, trancher de manière démocratique. Je pense que c'est ainsi qu'on pourrait faire que cette assemblée puisse évoluer dans le sens que veulent les citoyens.

Monsieur le Président :

J'entends bien, merci, Monsieur REVOL. J'entends bien, mais moi, je l'ai dit tout à l'heure dans mon propos liminaire, et je m'y tiendrai. Si des groupes politiques se forment, moi, je demanderais à ce qu'il y ait un groupe politique d'intérêt des communes, et c'est à ce titre-là qu'il sera formé. Et à n'en pas douter, il sera majoritaire, et il aura pour vocation de gouverner. C'est simple. Donc quels sont les groupes ? Alors, groupe Front national, Madame JAMET, Monsieur BOUMAAZ. Y a-t-il d'autres groupes ? Monsieur DOMERGUE.

Monsieur Jacques DOMERGUE :

Je préciserai l'intitulé de notre groupe, je crois qu'on doit le prononcer le 22, c'est ça ? Donc le 22, et il sera constitué, a priori, à partir du groupe d'opposition de Montpellier. Je comprends parfaitement la position des différents maires, ce groupe sera ouvert à celles et ceux qui veulent y participer, moi, je respecte votre position de faire un grand groupe majoritaire des communes, ça se conçoit. Mais je le répète encore une fois, et je remercie monsieur REVOL de ce qu'il vient de dire, la loi a changé, et la communauté d'agglomération, qui vient de changer, doit s'adapter à la nouvelle loi. On serait une des rares intercommunalités à ne pas constituer de groupes politiques, aujourd'hui, je pense qu'il faut qu'on soit capable de s'adapter. Ça peut rester avec un objectif prioritaire de défense de l'intérêt général, mais le groupe a besoin de moyens pour travailler, et monsieur LEVITA, ce n'est pas ça qui va grever le budget de l'agglomération, cela se fera avec des personnels qui sont déjà embauchés au sein de l'agglomération, et qui seront affectés au groupe politique comme le dit la loi. Donc n'essayez pas de déformer mes propos et essayez simplement d'ouvrir les yeux et de voir vers quoi on doit aller. On a besoin de moyens pour travailler.

Monsieur le Président :

Merci, monsieur DOMERGUE. Est-ce qu'il y a d'autres élus qui souhaitent se constituer un groupe politique ? Je note donc qu'il n'y a que deux groupes: le groupe représenté par Monsieur DOMERGUE et le groupe Front national...

Monsieur Jean-François AUDRIN :

Oui, Front de gauche, aucun souci, il est seul. Alors, juste un détail, monsieur DOMERGUE a bien dit qu'il constituait un groupe de l'opposition montpelliéraine, qui n'a rien à voir avec le groupe de divers droite dont je

parlais tout à l'heure. Donc c'est un groupe qui est indépendant de ce que d'autres maires de droite peuvent avoir envie de constituer. Et c'est pour ça que monsieur DOMERGUE a bien dit « nous donnerons le nom de ce groupe », dont, personnellement, je ne ferai pas partie, qu'on soit clairs.

Monsieur le Président :

Donc je résume la situation, qui est fort complexe. Il y a donc un groupe Front national, avec le front, c'est clair. Il y a donc madame JAMET, monsieur BOUMAAZ. Et puis il y a un groupe en gestation, qui constituerait, je dirai, une représentation du groupe d'opposition UMP, Ville de Montpellier, c'est ça ?

Monsieur le Président :

L'UDI fait partie du groupe, ou pas ?

Monsieur Jacques DOMERGUE :

Excusez-moi, Monsieur SAUREL, vous ne voulez pas politiser le débat et vous êtes en train de le faire ?

Monsieur le Président :

Permettez-moi, monsieur DOMERGUE, de jouir quelque peu de la position, parce que ce n'est pas tous les jours qu'une liste citoyenne divers gauche, écologiste et responsable, dans une grande ville, gagne les élections avec dix points et demi d'avance sur le second. C'est d'ailleurs un fait unique dans le pays.

Monsieur Jacques DOMERGUE :

Mais nous respectons votre élection, Monsieur le président, il n'y a pas de problème.

Monsieur le Président :

Et la seule dans le sud de la France, entre Lyon d'un côté et l'Atlantique de l'autre. Donc permettez-moi d'en jouir quelque peu.

Monsieur Jacques DOMERGUE :

Monsieur le Président, nous vous donnerons les membres du groupe et l'intitulé du groupe le 22, est-ce que ça vous va ?

Monsieur le Président :

C'est parfait, c'est la loi.

Monsieur Jacques DOMERGUE :

Nous respectons la loi, merci de la respecter.

Monsieur le Président :

Donc je résume, deux groupes sont en gestation, le groupe Front national, qui est constitué qui est clair, Madame JAMET, Monsieur BOUMAAZ, et puis un groupe en formation lié à l'opposition municipale et d'autres qui veulent s'y rajouter, conduit par Monsieur DOMERGUE. Voilà l'état des lieux.

Bien, écoutez, je vous remercie beaucoup, nous allons, nous aussi, groupe majoritaire, délibérer sur l'utilité de créer un groupe d'intérêt communal, avec les élus qui souhaitent y participer activement.

Merci aux maires, aux élus, d'être présents à nos côtés pour ce conseil d'agglomération, merci de votre confiance, je vous propose de nous retrouver le 22 avril à 17 heures, ici même, à la communauté d'Agglomération de Montpellier.

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée.